

NON à la « loi Besson » et à la xénophobie !

A la suite du « discours de Grenoble » par lequel Nicolas Sarkozy jetait à la vindicte publique des catégories entières de populations (Roms, gens du voyage, Français d'origine étrangère...) et accréditait le vieux mensonge assimilant l'immigration à l'insécurité, nos organisations ont mobilisé le 4 septembre 2010 dans toute la France plus de 150 000 citoyennes et citoyens contre la xénophobie et la « politique du pilori ».

Aujourd'hui, les mots du discours de Grenoble se traduisent en actes : après la loi « Loppsi 2 » qui renforce la répression des populations les plus pauvres et les plus précaires, le Parlement s'apprête à adopter la « loi Besson ».

Ce projet de loi :

- crée un nouveau cas de déchéance de nationalité discriminatoire à l'égard des Français d'origine étrangère;
- allonge la durée de rétention à 45 jours et prive le juge des libertés de contrôle effectif sur la légalité des internements administratifs ;
- instaure une « interdiction de retour », véritable mesure de bannissement ;
- autorise la création de « zones d'attentes fictives » dont un des effets sera d'empêcher des réfugiés de demander l'asile ;
- crée un internement administratif de plus de 18 mois pour « comportement lié à des activités à caractère terroriste » ;
- permet le renvoi des étrangers malades même si, dans leur pays, les traitements sont inaccessibles ;
- facilite le renvoi des citoyens européens pauvres (d'abord les Roms roumains et bulgares) pour « charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale »
- prévoit la fermeture des entreprises employant des travailleurs sans papiers, c'est-à-dire le chômage pour les uns et le travail au noir pour les autres.

Nous refusons cette aggravation de la chasse aux étrangers dans notre pays. Nous refusons que la « politique du pilori » continue à faire d'eux des boucs émissaires alors qu'ils vivent ici, travaillent ici et partagent notre vie de tous les jours. Nous soutenons pour cette raison le mouvement des travailleuses et travailleurs sans papiers en grève pour leur régularisation et demandons que les gouvernants reviennent au respect des engagements pris à leur égard.

Nous appelons l'ensemble des forces démocratiques à exiger qu'au lieu de faire des étrangers les cibles d'une politique discriminatoire, les gouvernants actuels, qui n'ont que trop coopéré avec les despotes dans la chasse aux migrants, répondent enfin à l'urgence de solidarité internationale avec les peuples libérés sur l'autre rive de la Méditerranée. Ce monde n'a pas besoin que des lois renforcent les peurs et les haines xénophobes, il a besoin que des politiques ouvertes sur l'avenir fassent triompher les valeurs universelles qui doivent être celles de la République : celles de la démocratie, de l'égalité en droits et en dignité des êtres humains, de la liberté pour tous les peuples.

**C'est pourquoi nos organisations appellent tous les citoyen(e)s à se mobiliser contre le projet de « loi Besson »
mercredi 9 mars**

**à Paris à 18h30 place Edouard-Herriot (à côté de l'Assemblée nationale),
et dans tous les départements devant les préfetures.**

Pour qu'à l'espoir de la rive Sud réponde, de la rive Nord, non pas la peur mais la solidarité.

NON à la « loi Besson » et à la xénophobie !

Organisations signataires :

AC!
Acort
Actit
ADDE
Aides
Les Alternatifs
Asdhom
Arac
ATF
ATMF
Attac
Autremonde
Cedetim
CGT
Cimade
Collectif l'égalité d'abord
Collectif La journée sans immigrés : 24h
Comede
Cran
Crid
Dal
Droit solidarité
Emmaüs France
Emmaüs international
Euromarches
Europe Ecologie - Les Verts
Fase
Fasti
Fédération Sud éducation
Fédération générale des PEP
France Libertés - Fondation Danielle
Mitterrand
Fondation Copernic
France terre d'asile
FSU
FTCR
Gauche cactus
Gauche unitaire
Gisti
Inter-LGBT
Ipam
Ligue des droits de l'Homme
MJCF
MJS
Mrap
Mouvement des objecteurs de croissance
Mouvement de la paix
Parti de Gauche
Parti socialiste
PCF
PCOF
République et Socialisme
RESF
Sos racisme
Organisation Femmes égalité
Réseau euro-maghrébin citoyenneté et culture
Saf
Snesup-FSU
SNJ-CGT
Syndicat de la magistrature
Ufal
Unef
Union juive française pour la paix
Union syndicale Solidaires
USP